

Ouest France 05/04/2018
(Page Loire Atlantique)

Les géomètres du cadastre en alerte

Le gouvernement veut chambouler la mise à jour du cadastre. Les géomètres du département se mobilisent contre « la dégradation de la précision des plans ».

La nouvelle leur est tombée dessus sans crier gare. Une réforme du ministère des finances veut imposer aux géomètres du cadastre de lâcher le terrain dès le mois de juin. En clair, on leur demande de renoncer à l'essence de leur métier en abandonnant l'actualisation du bâti. Une mission qui a pourtant fait ses preuves. « Ce quadrillage historique, géographique et topographique a permis au droit foncier français de trouver son

fondement à la surface du sol », s'enorgueillit, sur son site, le ministère de la Fonction publique. Que reproche donc Bercy aux géomètres ? « **De travailler trop bien et trop précisément** », ironise à peine Pierre-Yves Grellier, de la CGT finances publiques. L'État envisage d'utiliser les photos aériennes de l'IGN (Institut national de l'information géographique et forestière) prises... tous les trois ans.

Génant : la gestion informatique du plan cadastral serait confiée « à une société privée dirigée par d'anciens hauts fonctionnaires de la Direction générale des impôts », s'étrangle la CGT, dénonçant « des conflits d'intérêts, de spoliation de missions et d'argent public ». Que va devenir le travail des géomètres ? C'est le grand flou. « Il y aurait beaucoup de tâches de bureau, mais on n'en sait pas plus. »

Les 25 géomètres du cadastre de Loire-Atlantique ont alerté les édiles contre « la dégradation de la précision des plans ». Les maires sont concernés de près : la mise à jour du plan cadastral, source d'information fiscale, contribue à gérer le territoire (instruction des permis de construire, composition du Plan local d'urbanisme). Une cinquantaine d'élus ont exprimé leur soutien aux arpenteurs.

Isabelle MOREAU.